

Espagne : 29 mars 2012, l'heure de vérité contre la réforme patronale

jeudi 29 mars 2012, par [UDRY Charles-André](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mars 2012).

Dans trois jours, une échéance sociale d'importance va marquer de son empreinte la situation sociale et politique dans l'Etat espagnol : la grève générale du 29 mars 2012. Le dimanche 25 mars, deux élections se sont déroulées en Andalousie et dans les Asturies. Celle d'Andalousie était politiquement et symboliquement la plus importante. Le Parti Populaire (PP) de Mariano Rajoy comptait sur une victoire aisée dans cette région autonome d'Andalousie qui a connu un règne du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) durant trois décennies.

Une victoire marquée avait son importance dans la perspective d'une consolidation de la légitimité du gouvernement du PP à l'échelle de l'ensemble de l'Etat. En particulier, d'une part, face à l'épreuve de la grève générale (ou plus exactement de la journée de grève du 29 mars) et, d'autre part, face à l'adoption par le parlement d'un budget incluant des coupes sociales d'envergure. Ces dernières devront être appliquées en huit mois pour atteindre la barre d'un déficit placée à 5,3% du PIB. Passer d'un déficit de 8,5% en 2011 à 5,3% en 2012 (après avoir essayé de négocier un 5,8% avec la troïka européenne !) est un défi socio-politique. Cela d'autant plus dans un contexte de récession, et non pas d'une croissance de 2,3% comme prévu officiellement. Il s'agit donc d'un tour de force contre les salarié·e·s, les retraité·e·s, les locataires en déperdition, les chômeurs, les étudiant·e·s, les usagers des services publics, etc. Pendant ce temps, le service de la dette va augmenter d'au moins 6 milliards. Les municipalités et les régions autonomes risquent d'être pour l'Etat espagnol une sorte de Grèce interne (*Financial Times*, 23 mars 2012 et *El Pais* 17 mars 2012), avec, en cascade, des salarié·e·s dépendant de ces institutions qui se retrouvent licenciés, pas payés, etc.

Cette contraction budgétaire est imposée par les traductions institutionnelles du capital financier (BCE, UE, MES – Mécanisme européen de stabilité, Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire), en joint-venture avec des secteurs plus que significatifs des classes dominantes de l'Etat espagnol. La photographie de Jean-Claude Juncker – le premier ministre de la place financière du Luxembourg et président de l'Eurogroupe – serrant la gorge du ministre de l'Economie (un ex-de Lehman Brothers !) de l'Etat espagnol, Luis de Guindos Jurado, était plus qu'allégorique. Guindos a dû apprécier ! Son seul regard le trahit.

L'Etat espagnol est donc placé sous l'étroite surveillance du « noyau dur » des dirigeants effectifs des pays membres de la zone euro. Cela assure, sous un certain angle, une sorte de justification à Rajoy et à son gouvernement pour appliquer leur politique brutale d'austérité et récessive. Ce qui va de pair avec une injection, appuyée par l'Etat, de quelque 115 milliards d'euros dans le système bancaire afin de lui assurer sa liquidité (pour 80 milliards) et sa solvabilité (pour 35 milliards) ! L'austérité sociale va de concert avec la contre-réforme du Code du travail qui exproprie légalement les salarié·e·s d'une grande partie de leurs droits dits « acquis » et souvent déjà gommés.

Le résultat des élections en Andalousie n'a pas débouché sur la victoire que les « sondages » annonçaient et que le PP était presque en train de fêter, le 25 mars en début de soirée. Gouverner en période de crise profonde est une tâche pavée d'embûches. Sur 109 députés, le PP a recueilli 50 sièges (contre 47 en 2008). Ainsi, il ne dispose pas d'une majorité absolue pour gouverner. Le PSOE

- suite à sa politique et aux multiples affaires de corruption liées, entre autres, à son clientélisme sans rivages - était promis au naufrage. Il a « conquis » 47 sièges, contre 56 en 2008. Le 25 mars, *El Pais* titrait : « Le PSOE met en jeu en Andalousie son dernier bastion électoral ». Le bastion est tombé, mais un flanc est resté. La progression d'Izquierda Unida (Gauche Unie-IU), par contre, est nette : le nombre de ses élus passe de 6 à 12. La conscience critique de gauche du PSOE - c'est-à-dire IU - récolte, en termes de suffrages, une partie du mécontentement accumulé au sein des couches populaires.

L'ampleur et la dynamique de la journée de grève du 29 mars fourniront des indications sur la dynamique des affrontements sociaux et politiques à venir dans l'Etat espagnol. Une journée de grève ne se mesure pas seulement à la participation, à son dynamisme, à la détermination des secteurs sociaux qui y adhèrent activement, à l'audience que peuvent obtenir certains mots d'ordre et donc forces syndicales et politiques les articulant, mais aussi à ce qu'elle ouvre - ou non - comme possibilités pour un futur à relativement court terme.

Une enquête présentée par José Juan Toharia, président de Metroscopia, tente de saisir « l'état d'esprit » face à l'appel à la grève générale (*El Pais*, 25 mars 2012). Le même institut annonçait, le 18 mars 2012, une « claire victoire du PP en Andalousie » (*El Pais*, 18 mars 2012).

Cette journée de grève vise la contre-réforme du Code du travail (*reforma laboral*). Le slogan central des deux principales centrales syndicales - Commissions ouvrières et Union générale des travailleurs - suscite un peu de scepticisme, d'autant plus après la gestion austère du PSOE : « Ils veulent en finir avec les droits du travail et sociaux, avec tout ». Une sorte de vague constat. Se plaçant pourtant strictement dans un cadre constitutionnel, un avocat du travail, Ricardo Peralta, et un député du PSOE, Diego Lopez Garrido, affirment à juste titre : « *Cette réforme du Code du travail est anticonstitutionnelle*. » Certes, ils reprennent à leur compte la « définition » selon laquelle l'Espagne, en termes constitutionnels, serait « un Etat social » (*El Pais*, 8 mars 2012). Ce qui laisse rêveur lorsque cette formule est éclairée par la configuration sociale actuelle. Pour rappel, cette formule constitutionnelle est issue de la gestion ordonnée et contrôlée de la « transition » du franquisme à une démocratie bourgeoise. Mais ce type d'affirmation sur la dimension anticonstitutionnelle de la « *reforma laboral* » pouvait ouvrir une piste en direction d'un refus net de cette contre-réforme du Code du travail.

Selon le sondage mentionné (et sans entrer dans les détails), quelque 51% des personnes interrogées pensent que la journée de grève du 29 mars est « justifiée », contre 58% en septembre 2010, la dernière mobilisation de ce type. En tenant compte de l'âge, le sondage permet - certes de manière biaisée - de constater que ceux et celles qui jugent la grève comme « juste », « adéquate » (et ne pensent pas seulement qu'elle est justifiée) constituent le 51% des jeunes entre 18 et 34 ans. S'exprime là une certaine syntonie avec le mouvement des Indignés. Par contre, le pourcentage se réduit pour la tranche des 35 à 54 ans (36%) et 27% pour les 55 ans et plus. Sur l'ensemble de l'échantillon : 59% pensent que la grève est, dans le contexte présent, non adéquate (non opportune), contre 56% en septembre 2010. Chez ceux et celles qui ont voté PSOE, 53% la pensent juste, « opportune », et parmi les votants en faveur du PP (en novembre 2011), l'adhésion au qualificatif « opportune » est à hauteur de 17%. La 29 mars 2012 fournira un sondage social en réel.

Cette journée de grève va s'effectuer dans un contexte où, en 2012, quelque 630'000 emplois vont être détruits (selon les prévisions du gouvernement) et le taux de chômage - officiel - atteindra 24,3%. Ce pour autant que le pronostic gouvernemental d'une chute du PIB se limite à 1,7%, ce qui semble optimiste. Suite à l'ampleur des coupes budgétaires - entre autres - un recul de 2% est tout à fait possible. En février 2012, le nombre de chômeurs et chômeuses enregistrés se situait à hauteur de 4'712'098 (*El Pais*, 2 mars 2012). Début 2011, il atteignait les 4,33 millions. A la fin du premier trimestre de 2007, les chômeurs étaient au nombre de 1,97 million. En fin 2012, le chiffre

de 6 millions sera quasi atteint. Dès lors, inquiétude, crainte, désespoir et rage doivent coexister, avec, pour certains, l'horizon de l'émigration.

Voici un indice de l'ampleur de la crise immobilière – un des secteurs traduisant la crise surproduction – qui a frappé le capitalisme espagnol : le nombre de logements en construction était de 865'561 en 2006 ; de 651'427 en 2007 ; de 284'795 en 2008 ; de 110'849 en 2009 ; de 91'662 en 2010 et de 78'826 en 2011.

Dans une telle situation de crise durable, McDonald's et Burger King voient leur chiffre d'affaires augmenter, car « *un procès de production [de hamburgers] très allégé facilite des prix bas* » (*El Pais*, 25 mars 2012). Autrement dit, on a ici, à la fois, l'image de l'industrialisation de la production de produits alimentaires à l'emporter et celle de la réduction du prix de la reproduction de la force de travail. Voilà un autre complément à la « reforma laboral ». L'article que nous publions [par ailleurs] permet de saisir le sens de cette contre-réforme et ses enjeux [1]. Nous y reviendrons après le 29 mars 2012.

C.-A. Udry

P.-S.

* Paru sur A l'encontre. <http://alencontre.org/>

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 24712), [Etat espagnol : « Le moment est arrivé d'être ingouvernables face au Capital »](#).